



Adresse de l'article <http://www.lagazettedescommunes.com/61889/le-collectif-contre-le-gaz-de-schiste-pour-labrogation-immEDIATE-des-permis/>

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

## **Le collectif contre le gaz de schiste pour l'abrogation immédiate des permis**

A. l'AFP | France | Publié le 06/04/2011

**Le collectif national contre les gaz de schiste, qui appelle à des manifestations du 15 au 17 avril 2011 dans toutes les zones concernées par les permis d'exploration, "réaffirme que la seule solution pour le gouvernement est l'abrogation immédiate des permis existants".**

Dans un communiqué signé mercredi par José Bové, le collectif national « Gaz et huile de schiste Non Merci! » demande également « la mise en oeuvre d'une loi interdisant l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schistes ».

Le député européen Europe Ecologie y relève que les groupes politiques PS et UMP ont déposé des propositions de loi en ce sens face à « la mobilisation qui s'est faite en l'espace de quatre mois sur tous les territoires concernés ainsi que sur ceux qui pourraient être également impactés prochainement ».

Le gouvernement a annoncé début février la suspension des travaux de prospection de gaz de schistes dans le sud de la France dans l'attente des conclusions d'une mission d'évaluation des enjeux environnementaux prévues pour le 31 mai.

Mobilisation contre 4 permis

La mobilisation a toutefois continué d'enfler contre les 4 permis d'exploration de gaz et d'huile de schiste accordés en mars 2010 :

1. dans le sud de la France à Montélimar (Drôme)
2. Villeneuve-de-Berg (Ardèche)
3. et Nant (Aveyron)
4. et Château-Thierry (Aisne).

Au lendemain de l'annonce de la suspension de la prospection, le collectif de l'Aveyron a réuni 300 personnes à la mairie de Millau.

A la fin février entre 10.000 et 20.000 personnes ont manifesté à Villeneuve-de-Berg, puis 1.500 à 3.000 personnes se sont rassemblées au début mars à Doue (Seine-et-Marne).

En dernier lieu, plus d'un millier de personnes ont manifesté à Cahors contre un projet à l'étude dans le Lot.

La plupart ont décidé de manifester à nouveau entre le 15 et le 17 avril.